

Nigeria

En se préparant aux crises, on peut mieux les gérer

Le Nigeria s'est engagé à améliorer son infrastructure de radioprotection en 1996 et est rapidement devenu un modèle, démontrant qu'il est temps d'agir dans ce domaine, au niveau tant national qu'international.

Il n'a fallu au Parlement nigérian que deux semaines pour adopter la législation nécessaire. Puis, alors que les plans et procédures de création d'un organe de réglementation progressaient, un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir et la loi a attendu six ans. La généralisation, cependant, des sources de rayonnements dans les secteurs pétrolier et médical en a rapidement rappelé la nécessité. En 2001, la Nigerian Nuclear Regulatory Authority (NNRA) était créée avec, comme directeur général, Shamsudeen Elegba. Un an plus tard, la réglementation était en place et la NNRA pleinement opérationnelle.

Le Nigeria utilise des sources radioactives dans l'industrie pétrolière, pour le forage de puits et la radiographie industrielle (détection de fissures et de fuites). Des milliers d'usines en utilisent également comme jauges de niveau ou de densité. Le secteur médical, enfin, en utilise pour le traitement des cancers dans les six centres de radiothérapie du pays et dans plusieurs milliers d'appareils de diagnostic radiologique.

« Dans le même temps, nous n'avions aucun moyen de suivre les travailleurs, aucun dosimètre, aucun critère d'autorisation de prestataires de services de dosimétrie », dit M. Elegba. Aujourd'hui, nous avons des directives et une base de données où figurent le nom, l'organisation et la dosimétrie des individus qui manipulent des sources de rayonnements. En outre, deux prestataires nationaux ont été autorisés à surveiller les doses reçues par les travailleurs.

Alors, cependant, que la NNRA se renforçait et s'acquittait de son mandat, une crise a éclaté dans le secteur médical, où l'imagerie, la médecine nucléaire et la radiothérapie sont couramment utilisées pour le diagnostic et le traitement des patients. En 2002, des inspections ont révélé que le centre de radiothérapie d'un hôpital n'était pas à la norme.

« Ce que nous avons trouvé était choquant », admet M. Elegba. « Nous devons réagir. » L'hôpital en question, un établissement public, s'est vu donner six mois pour remédier au problème, faute de quoi il serait fermé. Cette prise de position très ferme a été comme une épreuve du feu pour la NNRA. La nouvelle de l'ultimatum s'est rapidement propagée dans la communauté médicale — jusqu'au

Ministère de la santé — et la décision prise par M. Elegba de fermer l'hôpital s'est heurtée à une vive résistance.

Peu de temps après, le gouvernement a examiné le rapport de la NNRA et a appelé M. Elegba, lui intimant de maintenir la fermeture. Avec cette instruction, M. Elegba a compris qu'il avait le soutien de son gouvernement, conscient de l'importance de la radioprotection. Il a lancé, à l'échelon du pays, un audit général des hôpitaux, vérifiant les compétences du personnel, l'état des équipements, les plans de radioprotection et les procédures d'urgence.

M. Elegba sait gré à l'AIEA d'avoir aidé le Nigeria à mettre en place un programme national d'amélioration de la radiothérapie, y compris la décision d'intégrer la radiothérapie dans la politique nationale de lutte contre le cancer. « Pour nous, cela a été la cerise sur le gâteau », dit-il. « Aujourd'hui, la radiothérapie est dans tous les esprits. »

La situation des hôpitaux, de surcroît, a peut-être été exactement la formation dont la NNRA avait besoin pour traiter une crise complètement imprévue qui a éclaté en décembre 2002, cette fois dans l'industrie du pétrole. Deux sources de rayonnements (américium-beryllium) appartenant à une compagnie de forage ont disparu en transit. On redoutait qu'elles soient utilisées comme « bombes sales ».

Pour enquêter, les autorités nigérianes ont sollicité l'aide de l'AIEA. Là encore, la NNRA a adopté une position de fermeté, suspendant immédiatement les activités de forage de la compagnie pendant qu'une enquête associant plusieurs pays, l'AIEA et d'autres organisations était lancée. Pendant ce temps, la NNRA a mené des campagnes locales, demandant aux habitants de la région pétrolière de ne pas toucher aux matières décrites et priant les agents de santé de signaler quiconque présenterait des nausées prolongées ou des brûlures cutanées, signes d'une surexposition aux rayonnements.

Les sources ont été renvoyées plus tard au Nigeria par les États-Unis. L'incident a encouragé une coopération active entre la NNRA et divers organes de sécurité nigériens. Aujourd'hui, au Nigeria, l'importation, l'utilisation et l'exportation de sources radioactives sont contrôlées par la NNRA conformément au principe « du berceau à la tombe » que défend l'AIEA.

« Aujourd'hui, nous sommes mieux à même de répondre aux situations d'urgence », dit M. Elegba, notant qu'a été créé, dans le cadre de l'Agence nationale pour la gestion de l'énergie, un Comité national sur la sécurité nucléaire et la gestion des situations d'urgence radiologique.

—Linda Lodding/Directrice de la rédaction